

El Watan (site web)
Economie, Tuesday, January 17, 2012

Risques persistants pour l'économie mondiale

Roumadi Melissa

A l'ouverture des marchés, hier, les principales places financières ne semblaient pas être affectées par la décision de la Standard & Poors (S&P) vendredi de dégrader la note souveraine de 9 pays de la zone euro, notamment la France.

Celle-ci a même réussi à lever plus de 8 milliards d'euros sur le marché obligataire à des taux en baisse. Une situation justifiée par l'assimilation anticipée par les marchés des nouvelles données. Les marchés ont également été rassurés par Moody's qui, contrairement à S&P, a décidé du maintien du triple A de la France avec perspective négative, rééditant ainsi le scénario américain de l'automne dernier. Cependant, ce semblant de stabilité sur les places financières cache mal l'inquiétude qu'inspirent les difficultés auxquelles font face les pays de la région. Le directeur général adjoint du Fonds monétaire international ne cache pas ses appréhensions à ce propos.

En visite à Hong Kong, David Lipton s'est dit, hier, inquiet non seulement pour la zone euro, mais pour l'économie mondiale. Il a d'ailleurs annoncé que le FMI envisageait de revoir à la baisse les prévisions de croissance de l'économie mondiale pour 2012. Une révision motivée par les incertitudes qui planent encore sur l'économie européenne. Selon D. Lipton, «les enjeux sont énormes. Si aucun effort sérieux n'est entrepris, l'Europe pourrait «partir en vrille», ce qui conduira à une chute de la confiance, à la stagnation économique et à des licenciements». Et d'ajouter que cette instabilité pourrait se propager et nuire particulièrement aux pays émergents d'Asie, notamment via une fluctuation «des cours des actions».

Le déclassement des notes souveraines des pays de la zone euro arrive au pire moment, celui où les risques de défaut de la Grèce resurgissent et au moment où celle-ci peine à négocier l'effacement de 50% de sa dette auprès des banques européennes. Cela n'a pas manqué de susciter l'ire des responsables européens, notamment allemands, qui appellent désormais à la création d'une agence de notation européenne. Le chef du département de recherches économiques de l'institut allemand DIW a d'ailleurs estimé que l'éclatement de la zone euro «pourrait être proche». Dans une déclaration reprise par l'AFP, Ansgar Belke précise qu'après la perte du triple A par la France, «l'Allemagne doit s'attendre à porter un poids supplémentaire dans le cadre du mécanisme de secours temporaire de la zone euro, la FESF (...) et qu'elle pourrait risquer de perdre elle-même sa note AAA».

Des agences de notation coupables ?

Même son de cloche auprès d'Henri Sterdyniak, directeur du département économie de la mondialisation de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Il pense que S&P «pénalise surtout l'incapacité des pays de la zone euro et de la BCE de s'entendre sur une stratégie économique de croissance et de solidarité financière» et que les agences de notation estiment que la réforme du traité proposée le 9 décembre «ne peut améliorer la situation de la zone». M. Sterdyniak estime que les agences «savent

que la poursuite de la spéculation contre les pays de la zone euro peut provoquer un éclatement de la zone».

Selon lui, ce scénario «justifie le déclassement de tous les pays qui ne suivraient pas l'Allemagne en cas d'éclatement de la zone». Il évoque aussi la possibilité de voir les marchés financiers «se déchaîner contre une zone affaiblie» après un développement de la spéculation. Vu aussi que la décision de S&P fragilise le Fonds européen de stabilité financière «qui risque d'avoir plus de mal à se financer» ; elle fragilise également les banques européennes qui détiennent des dettes souveraines.

Ce qui pourrait aboutir à un nouveau resserrement du crédit. C'est dans ce sens qu'il évoque des risques réels sur la croissance.

Des risques alimentés par les politiques d'austérité adoptées en zone euro. Pour M. Sterdyniak, imposer des politiques d'austérité à tous les pays d'Europe «ne peut que briser la croissance, réduire les rentrées fiscales et augmenter les ratios de dettes». Alexandre Jeanneret, Phd et professeur assistant à HEC Montréal, pense de son côté que la zone euro est en crise et qu'«il faut cesser de voir les agences de notation comme la cause d'un effondrement futur de l'Europe».

Il nous confie d'ailleurs que «la dégradation est normale et même saine. Elle a d'ailleurs été largement anticipée par les marchés financiers». Et d'ajouter que les pays de la zone euro sont en crise et que «les agences de notation ne font que refléter ce point de vue». M. Jeanneret considère que des pays comme l'Italie ou la France auraient dû perdre leur note AAA en 2010 avant de préciser que le risque zéro n'est plus, pour ces pays, et que la menace «d'un ralentissement économique se fait de plus en plus sentir».